
MAPA n°2025-07-M-S

**Marché de service de transport sanitaire pour les établissements
des UGECAM Centre et ALPC**



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

Marché passé en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale renvoyant au Code de la Commande Publique du 1^{er} avril 2019.

La présente consultation est lancée en procédure adaptée en applications des articles R2123-1 3°- Services sociaux et autres services spécifiques du code de la commande publique (CCP).

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 – ETABLISSEMENTS CONCERNES

ARTICLE 3 – NATURE DES PRESTATIONS

ARTICLE 4 – VOLUME DES PRESTATIONS

ARTICLE 5 – DESTINATIONS

ARTICLE 6 – DEMANDE DE TRANSPORT

ARTICLE 7 – EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 8 – TRANSPORT

ARTICLE 9 – URGENCES

ARTICLE 10 – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

ARTICLE 11 – PRESENTATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 12 – OBLIGATION DU TITULAIRE

ARTICLE 13 – DEVELOPPEMENT DURABLE

ARTICLE 14 - EVALUATION

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de transports sanitaires couchés ou assis, à l'exception des transports à la charge de l'Assurance Maladie et/ou des patients, pour les établissements des UGECAM CENTRE ET AUVERGNE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES.

ARTICLE 2 - ETABLISSEMENTS CONCERNES

<u>Lots</u>	<u>Établissements / Implantation</u>	<u>Activité</u>	<u>Lits</u>
1 et 2	Beaurouvre Blandainville 28120 ILLIERS COMBRAY	SMR + MAS	132
3 et 4	Le Coteau 3 bis, rue des Hauts 45380 LA CHAPELLE ST MESMIN	SMR	125
5 et 6	Le Clos Saint Victor 3, rue de Chantepie 37300 JOUE LES TOURS	SMR	102
7 et 8	Centre Médical Maurice Delort Avenue Duchesse de Fontanges 15800 VIC SUR CERE	SMR	65
9 et 10	La Chênaie 8, route de Limoges 87430 VERNEUIL SUR VIENNE	SMR + EHPAD	81 + 76
11 et 12	La Colline Ensoleillée Avenue Benjamin Bord 86270 LA ROCHE POSAY	SMR	74

ARTICLE 3 – NATURE DES PRESTATIONS

3-1 Description des prestations

La prestation de transport est réalisée de 06h00 à 20h00 tous les jours de l'année y compris les jours fériés (365 jours/an).

Elle inclut les éléments suivants :

- Les transports inter-établissements, à savoir les transports de patients hospitalisés depuis une entité juridique vers une autre entité juridique, avec ou sans retour ;
- Les transports intra-établissement, à savoir les transports entre entité géographique d'une même entité juridique ;
- Les transports d'un patient vers son domicile (ou vers une structure assimilée – EHPAD notamment) en cas de permission de sortie thérapeutique d'une durée inférieure à 48 heures, ainsi que son retour vers l'établissement ;
- Les transports provisoires de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'établissement (en cabinet de ville par exemple) à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie dans une structure d'exercice libéral ou d'un centre de santé.

Les demandes de transports urgents pendant la période de garde fixée par l'arrêté paru au Journal officiel (les samedis, dimanches, jours fériés ainsi que la nuit de 20H à 8H ou de 19h à 7h selon les établissements) sont adressées au SAMU selon l'article 3 du décret 03-674 du 25/07/2003.

Le Titulaire devra en outre :

- Disposer du matériel nécessaire pour les transferts (alèses, draps, protections à usage unique, oxygène, fauteuils roulants, etc.).
- Veiller au respect des règles d'hygiène, utiliser draps, alèses, couvertures, taies d'oreiller qui lui sont propres et aussi les protections nécessaires dans le cas d'un isolement signalé par les cadres infirmiers.
- Respecter les horaires de rendez-vous pour tous les transports demandés et prendre le dossier du patient concerné au lieu précisé à l'article 7 du présent CCTP.
- Assurer le transport de patients en fauteuils roulants électriques ce qui pourra nécessiter l'utilisation de moyens spécifiques.
- Gérer ses déchets (lingettes, draps d'examen, EPI, ...) sans recourir aux points de collecte de l'établissement
- Assurer la continuité de service lorsqu'il ne peut exercer la prestation demandée **par tous les moyens et au même prix**

3.2 Prestations exclues

Sont exclues du présent marché les prestations de transport sanitaire qui ne sont pas à la charge financière de l'établissement, à savoir :

- Les transports médicalisés ;
- Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (autrement dit que la commande de transport soit passée par un SAMU-Centre 15) ;
- Le transport visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un établissement lorsque le patient n'est pas hospitalisé au moment du transfert ;
- Les retours définitifs d'un patient vers son domicile ;
- Les transports de patients non hospitalisé depuis leur domicile vers un établissement pour la réalisation d'une consultation externe (notamment de préadmission) ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers une unité de soins de longue durée à l'exception des transports réalisés entre deux établissements relevant d'une même entité géographique ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers un EHPAD à l'exception des transports réalisés entre deux établissements ou relevant d'une même entité géographique.

ARTICLE 4 – VOLUME ESTIMATIF DES PRESTATIONS

En fonction du nombre de patients et de leur pathologie, le nombre de transports ainsi que la catégorie de véhicule demandée, est susceptible de varier de manière importante.

L'attention des prestataires est attirée sur le fait que les transports ne sont pas homogènes, certaines journées sont chargées alors que d'autres sont calmes.

Trajets en AMBULANCES

Lot	Nombre de trajet annuel	Quantité estimative	Quantité maximum
1	Beaurouvre	250	280
3	Le Coteau	500	560
5	Le Clos St Victor	300	450
7	Maurice Delort	100	400
9	La Chênaie	650	800
11	La Colline Ensoleillée	850	900

Les quantités indiquées ci-dessus sont estimatives. Le Titulaire ne pourra se retourner contre l'établissement en cas de non-exécution de ces quantités. Elles n'ont pas de valeurs contractuelles.

Trajets en VSL

Lot	Nombre de trajet annuel	Quantité estimative	Quantité maximum
1	Beaurouvre	490	500
3	Le Coteau	450	470
5	Le Clos St Victor	260	400
7	Maurice Delort	150	400
9	La Chênaie	375	550
11	La Colline Ensoleillée	650	700

Les quantités indiquées ci-dessus sont estimatives. Le Titulaire ne pourra se retourner contre l'établissement en cas de non-exécution de ces quantités. Elles n'ont pas de valeurs contractuelles.

Trajets en TPMR

Lot	Nombre de trajet annuel	Quantité estimative	Quantité maximum
2	Beaurouvre	15	15
4	Le Coteau	10	0
6	Le Clos St Victor	0	0
8	Maurice Delort	10	100
10	La Chênaie	235	400
12	La Colline Ensoleillée	0	0

Les quantités indiquées ci-dessus sont estimatives. Le Titulaire ne pourra se retourner contre l'établissement en cas de non-exécution de ces quantités. Elles n'ont pas de valeurs contractuelles.

Trajets en Taxis

Lot	Nombre de trajet annuel	Quantité estimative	Quantité maximum
2	Beaurouvre	0	0
4	Le Coteau	30	35
6	Le Clos St Victor	0	0
8	Maurice Delort	0	0
10	La Chênaie	10	10
12	La Colline Ensoleillée	5	10

Les quantités indiquées ci-dessus sont estimatives. Le Titulaire ne pourra se retourner contre l'établissement en cas de non-exécution de ces quantités. Elles n'ont pas de valeurs contractuelles.

ARTICLE 5 - DESTINATIONS

5.1 – Lots n°1 et 2 – Beaurouvre

Les destinations du SMR de Beaurouvre sont : Bonneval, Chartres, Châteaudun, Dreux, Illiers Combray, La Loupe, Le Mans, Orléans, Paris, Pontgouin, Tours, Vendôme...

5.2 Lots n° 3 et 4 – Le Coteau

Les destinations du SMR Le Coteau sont les suivantes : Orléans et son agglomération, Blois, Tours, Romorantin, Vendôme, Châteaudun, Paris et la région parisienne...

5.3 Lots 5 et 6 – Le Clos St Victor

Les destinations du SMR Le Clos Saint Victor sont les suivantes : Tours et son agglomération, Château-Renault, Chinon, Amboise, Loches, si besoin les autres départements de la région Centre Val de Loire, Poitiers, Paris ...

5.4 Lots 7 et 8 – Maurice Delort

Les destinations du SMR Maurice Delort sont fonction de la prescription médicale des transports. Les transports se font essentiellement en direction d'Aurillac aussi bien en VSL qu'en Ambulances.

5.5 Lots 9 et 10 – La Chênaie

Les destinations du SMR et EHPAD La Chênaie se font essentiellement en direction de Limoges (clinique, CHU...) aussi bien pour le VSL que pour les Ambulances.

5.6 Lots 11 et 12 – La Colline Ensoleillée

Les destinations du SMR La Colline Ensoleillée se font essentiellement en direction de Châtelleraut et Poitiers aussi bien en VSL qu'en Ambulances.

Ces listes ne sont pas exhaustives et les titulaires devront répondre à toutes les demandes sans exception.

ARTICLE 6 - DEMANDES DE TRANSPORTS

Un planning sera transmis le vendredi pour la semaine suivante (par fax, mail ou téléphone) pour les transports prévus. Pour les transports non programmés, la semaine en cours, la demande se fera par téléphone. Le titulaire devra mettre en place tous les moyens nécessaires à la réactivité attendue pour cette prestation.

ARTICLE 7 - EXECUTION DE LA PRESTATION

Pour les entrées et les retours au domicile, le transport n'est pas à la charge de l'établissement et n'entre pas dans le cadre de ce marché.

Dans le cadre d'une ré-hospitalisation de plus de 48h, le transport n'est pas à la charge de l'établissement. Le titulaire devra emporter l'intégralité des effets personnels du patient dans les plus brefs délais sans facturation supplémentaire.

7.1 Lots n°1 et 2 – Beaurouvre

La plupart du temps, le patient est à prendre et à ramener dans sa chambre.

Son dossier de consultation est à retirer et à ramener par l'ambulancier à l'infirmerie de l'étage.

7.2 Lots n°3 et 4 : Le Coteau

La plupart du temps, le patient est à prendre et à ramener dans sa chambre.

7.3 Lots n°5-6 – Le Clos Saint Victor

La plupart du temps, le patient en hospitalisation complète est à prendre et à ramener dans sa chambre.

Si le patient n'est pas déjà en possession de son dossier de consultation, l'ambulancier doit le retirer à l'infirmier de l'étage (ou à défaut, au secrétariat médical).

Lors du retour, si l'ambulancier est en possession des documents médicaux, il doit les transmettre à l'infirmier du secteur.

Pour les entrées, le bulletin de situation est à communiquer au bureau des admissions, accompagné de la carte vitale, de la carte mutuelle et de sa pièce d'identité. Lors de l'admission du patient, il est demandé à l'ambulancier de faire preuve de discrétion.

Pour les patients en Hospitalisation De Jour (HDJ), le patient est accompagné et récupéré au bureau HDJ.

7.4 Lots n°7 et 8 – Maurice Delort

La plupart du temps, le patient est à prendre et à ramener dans sa chambre.

Son dossier de consultation est à retirer et à ramener par l'ambulancier à l'infirmier de l'étage.

7.5 Lots n°9 et 10 – La Chênaie

Le patient est à prendre et à raccompagner dans sa chambre.

Son dossier de consultation est à retirer par l'ambulancier au secrétariat médical et en cas d'urgence à l'infirmier de l'étage du patient.

Lors du retour, si l'ambulancier est en possession des documents médicaux, il doit les transmettre à l'infirmière du secteur.

Pour les entrées, le bulletin de situation est à communiquer au bureau des admissions accompagné de la carte vitale, de la carte mutuelle et de sa pièce d'identité.

7.6 Lots n°11-12 – La Colline ensoleillée

Le patient est à prendre et à raccompagner dans sa chambre après en avoir informé systématiquement l'infirmier du secteur par le biais du téléphone mis à disposition en face de l'infirmier.

Le dossier de consultation et tout document nécessaire à la prise en charge du patient sont remis en mains propres de l'infirmier du secteur à l'ambulancier pour l'aller et de l'ambulancier à l'infirmier du secteur pour le retour.

ARTICLE 8 - TRANSPORT

8-1 Type de véhicule

Le type de transport utilisé dépend de la position dans laquelle le transport se fera :

➤ **LOTS N°1, 3, 5, 7, 9, 11 : TRANSPORTS COUCHES :**

- ✓ **Transports sanitaires en Ambulance** : en conformité avec les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel des transports à l'article R 322-10-1 du code de la sécurité sociale, les patients s'inscrivant dans les cas suivants sont visés par ce type de transport :
- le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise ;
 - le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène ;
 - le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie.

Les seuls prestataires habilités sont les transporteurs sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrés dans les conditions définies aux articles R 6312-33 du même code.

Le transporteur doit donc respecter les conditions définies à l'arrêté du 12 septembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres. Il devra mettre à disposition un équipage conforme au code de la santé publique c'est-à-dire : 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier(DEA) et un deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent.

➤ **LOTS N°2, 4, 6, 8, 10, 12 : TRANSPORTS ASSIS**

- ✓ **Transports en VSL (Véhicule Sanitaire Léger)** : En conformité avec les dispositions du Code de la Santé Publique, du Code de la Sécurité Sociale et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescriptions des transports prévu à l'article R 322-10-1 du code de la Sécurité Sociale, les transports assis professionnalisés (TAP) s'inscrivent dans les cas de figure suivants :
- Déficience ou incapacité physique invalidante nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage ;
 - Déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant ;
 - Déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène ;
 - Déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.

Ce type de transport peut également viser des transports prescrits pour l'assuré ou l'ayant droit soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.

Les seuls prestataires habilités à répondre sont :

- Les transports sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles L. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrées dans les conditions définies aux articles L. 6312-5 du même code, à savoir les véhicules sanitaires légers (VSL) ;

Le transport doit ainsi respecter les critères définis à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres. Le prestataire s'engage ainsi, pour chaque transport, de disposer d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier ou de la qualification d'auxiliaire ambulancier ou leurs équivalents.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

- ✓ **Les entreprises de taxis conventionnées** avec les caisses primaires d'assurance maladie pour le transport du patient, qui par nature en vertu de leur conventionnement d'une part exploitent de façon effective et continue leur autorisation de stationnement depuis plus de deux ans et d'une part proposent une prestation conforme à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription de transport.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

Pour le transport TPMPR, le véhicule utilisé devra être équipé d'un dispositif d'embarquement. En condition d'utilisation normale du véhicule, les chemins de roulement sont interdits.

L'une au moins des portes est équipée d'un moyen d'accès pour les utilisateurs de fauteuil roulant. Le dispositif d'embarquement, tel que la rampe d'accès, la plate-forme élévatrice ou tout dispositif équivalent, est manœuvrable de l'extérieur par un tiers.

Si une des portes est équipée d'une plate-forme élévatrice :

- pour les véhicules équipés pour transporter au maximum deux utilisateurs de fauteuils roulants, l'équipement d'une plateforme élévatrice suffit ;

- pour les véhicules équipés pour transporter plus de deux fauteuils roulants une autre porte est équipée d'une rampe d'accès ou d'un chemin de roulement.

L'établissement devra être informé des transports simultanés.

Depuis le 1er mars 2025, le transport partagé est encadré par le décret n° 2025-202. Le Titulaire devra faire du transport partagé le mode de transport de référence, pour les transports assis de patients ne présentant pas de contre-indication médicale, dans un souci de réduction de l'empreinte environnementale des transports sanitaires et d'optimisation des ressources du système de santé.

Les véhicules utilisés par le Titulaire seront conformes à la réglementation et disposeront des équipements de sécurité nécessaires.

Les transporteurs devront respecter la réglementation sur le brancardage et le portage des patients.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire garantit un niveau technique de conformité identique.

8-2 Choix du transport

Le choix du mode de transport (taxi, VSL, TPMR ou ambulance 7jours/7) et ses caractéristiques appartiennent à l'établissement demandeur.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport VSL ou en taxi, il peut y substituer un transport en ambulance, qui lui sera réglé sur la base du tarif applicable au transport en VSL ou taxi qu'il n'a pas été en mesure de réaliser.

Par ailleurs le titulaire doit pouvoir répondre à tout type de profil de patient et disposer de véhicules et matériels adaptés, notamment pour le transport de personnes bariatriques.

8-3 Accompagnateurs

Les transports sont assurés par le personnel qualifié du prestataire qui devra joindre à son offre un descriptif quantitatif et qualitatif du personnel qu'il emploie.

8-4 Propreté et hygiène des véhicules et du matériel embarqué

Le titulaire sera responsable de la propreté intérieure et extérieure des véhicules exploités et de leur parfait état mécanique

Le matériel transporté devra faire l'objet d'un entretien parfait et d'une vérification régulière.

L'entreprise devra faire part à l'établissement le compte-rendu des contrôles de maintenance.

Les équipements devront toujours répondre, au minimum, aux conditions imposées par la réglementation en vigueur.

L'établissement se réserve le droit de procéder à des contrôles bactériologiques au moyen de bandelettes une fois par trimestre sur le matériel (brancard,...).

8-5 Référence itinéraire

Le Titulaire devra prendre la voie la plus rapide (et non le trajet avec le moins de kilomètres), en utilisant l'outil *Google Maps*.

ARTICLE 9 - URGENCES

Le titulaire devra mettre en place tous les moyens nécessaires à la réactivité attendue pour cette prestation.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique son délai incompressible pour un transport dit urgent. Le titulaire devra tout mettre en œuvre pour que le délai maximum pour se rendre à l'établissement soit de 30 minutes suivant l'appel téléphonique.

ARTICLE 10 – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

Le prestataire précisera dans son offre s'il met à disposition un logiciel de commande.

Il indiquera dans l'Acte d'engagement le coût que cela engendre, et les modalités d'accès dans l'annexe 1 au RC (Note méthodologique).

Toutefois, l'UGECAM Centre et ALPC souhaite disposer de ce chiffrage à titre informatif et se réserve la possibilité de ne pas retenir cette prestation et de mettre en place, le cas échéant, et y compris en cours de marché, sa propre solution de plateforme de commande. Dans cette seconde hypothèse, le prestataire aura l'obligation d'utiliser l'outil mis en place par l'UGECAM Centre et ALPC.

ARTICLE 11 – PRESENTATION DE LA SOCIETE

Le prestataire fournira toutes les précisions concernant :

- Les équipements en véhicules (type, année de mise en service...)
- Les effectifs en personnel et fonctions
- Les heures d'ouverture et l'organisation de la société.

ARTICLE 12 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage :

- A s'assurer pour la couverture des risques encourus par sa profession.
- A respecter le secret professionnel, la discrétion et la confidentialité.
- A assurer un service de garde en permanence.
- A mettre tout en œuvre pour garantir des prestations du plus haut niveau de qualité.
- A respecter les horaires de rendez-vous pour tous les transports demandés.
- A respecter le mode de transport demandé suivant la prescription médicale.
- A ne pas fumer dans l'enceinte de l'établissement.

En cas de crise sanitaire, le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations et recommandations gouvernementales. Il sera également tenu impérativement de respecter le protocole sanitaire mis en place dans chaque établissement dont il aura la charge. En cas de non-respect des consignes transmises par l'établissement, l'accès aux locaux des établissements pourra lui être refusé. Si le refus d'accès entraîne un retard dans l'exécution des prestations demandées ou attendues, les pénalités prévues au marché pourront s'appliquer.

Le titulaire ne peut refuser d'effectuer un transport au motif de l'état du patient : obésité même sévère, risque de contamination infectieuse, état psychique du patient, etc. Néanmoins l'établissement doit avoir préalablement informé le transporteur par écrit sur le document de demande de la course. Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour faire face à ses obligations.

Dans l'éventualité où le titulaire serait dans l'impossibilité de faire face à ses obligations, il s'engage à fournir, dans les mêmes conditions, un transporteur en remplacement, qui devra observer les mêmes obligations quant à la qualité de la prestation. Le titulaire devra préciser à ce dernier les obligations visées dans le présent CCTP.

Le transport se fera sous l'entière responsabilité du titulaire du marché.

Dans une telle hypothèse, la sous-traitance ne s'applique pas, la facturation sera émise au nom du titulaire du marché.

ARTICLE 13 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Titulaire s'engage à communiquer avec son offre les actions entreprises en faveur du développement durable, notamment sur le volet environnemental (réduction des émissions de CO₂, favoriser le transport sanitaire partagé pour les patients de la même zone géographique...). Il proposera avec son offre une tarification pour le transport de plusieurs patients.

ARTICLE 14 – EVALUATION

Une évaluation biannuelle sera effectuée avec l'établissement pour faire une analyse des dysfonctionnements constatés sur l'année écoulée et proposer des actions d'amélioration.